



## Les grands titres:

- Corée du Nord : l'ONU demande 111 millions pour faire face à la situation humanitaire en 2015
- Yémen : il faut s'attendre à des déplacements massifs de population, selon un expert
- Syrie : l'ONU demande la fin des combats à Yarmouk et l'ouverture d'un accès humanitaire
- OMS : lancement d'un registre d'équipes médicales étrangères
- Financement du développement : Ban Ki-moon appelle à élargir les partenariats avec le secteur privé
- Une experte de l'ONU appelle à lutter contre l'antisiganisme pour remédier à la marginalisation des Roms
- Centrafrique : le PAM et l'UNICEF reçoivent 12 millions de dollars du Japon pour l'aide humanitaire

## **Corée du Nord : l'ONU demande 111 millions pour faire face à la situation humanitaire en 2015**



**8 avril** - L'ONU a besoin de toute urgence de 111 millions de dollars pour financer ses opérations humanitaires en République populaire démocratique de Corée (RPDC) en 2015, a déclaré mercredi le Coordonnateur résident de l'Organisation dans le pays, Ghulam Isaczai.

Les fonds collectés permettront d'appuyer des activités humanitaires dans les domaines de l'alimentation, l'agriculture, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, actuellement en manque de financement.

« La situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée est à la fois passée sous silence et sous-financée », a déclaré le Coordonnateur résident dans un communiqué de presse.

Sur une population de 24,6 millions de personnes, environ 70% (18 millions de personnes) sont considérées comme souffrant d'insécurité alimentaire et ne sont pas en mesure d'accéder à un régime alimentaire adéquat, a expliqué M. Isaczai, ajoutant que le taux de malnutrition chronique est particulièrement élevé chez les enfants de moins de cinq (27,9%).

« La sous-alimentation est une des principales causes de mortalité et de transmission de maladies chez les mères et leurs enfants », a-t-il par ailleurs déploré, ajoutant que le manque d'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement inadéquats sont également un problème fondamental, contribuant à l'apparition de diarrhées chroniques, d'infections respiratoires et de maladies d'origine hydrique.

M. Isaczai a déclaré que le financement de ces priorités humanitaires permettra aux agences humanitaires des Nations Unies qui travaillent déjà sur le terrain de poursuivre les programmes existants.

« Il est essentiel que les donateurs répondent rapidement et généreusement pour permettre aux agences de faire face à cette situation humanitaire », a insisté le Coordonnateur résident. « Les besoins humanitaires doivent être séparés des questions politiques afin d'être en mesure de garantir des conditions de vie minimales pour les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées ».



## Yémen : il faut s'attendre à des déplacements massifs de population, selon un expert



**8 avril** - Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani, a exhorté mercredi la communauté internationale à se préparer à faire face à des déplacements massifs de population et à une crise humanitaire au Yémen, alors que le pays, déchiré par le conflit, sombre progressivement dans le chaos.

« La communauté internationale doit s'attendre au pire. Si les efforts pour parvenir à une solution diplomatique restent essentiels, la situation sur le terrain est extrêmement préoccupante et la réponse humanitaire doit être renforcée de toute urgence », a déclaré M.

Beyani, tout en saluant les efforts déjà entrepris par les agences humanitaires.

« En l'absence d'une résolution rapide, la crise actuelle pourrait conduire à des déplacements massifs en raison des combats violents et des frappes aériennes en cours », a mis en garde le Rapporteur spécial, ajoutant que plus de 540 personnes ont été tuées durant les combats dans les deux dernières semaines, dont 311 civils, y compris 74 enfants. Au moins 513 civils ont également été blessés, a-t-il ajouté, et plus de 100.000 ont été déplacés.

M. Beyani a par ailleurs fermement condamné la prise pour cible de personnes déplacées lors de raids aériens.

« Le 30 mars, une frappe aérienne menée contre le camp Al-Mazraq, qui abrite plus de 4.000 personnes déplacées dans le gouvernorat de Hajjah, au nord du Yémen, a causé la mort de 25 personnes et en a blessé 37 autres, dont 12 enfants », s'est insurgé l'expert indépendant de l'ONU.

Des rapports font également état de bombardements aériens contre de nombreux hôpitaux, écoles et autres bâtiments civils, ayant notamment entraîné des interruptions de l'approvisionnement en eau et électricité, a déploré M. Beyani.

Tout en soulignant la nécessité de traduire en justice les responsables de violations des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a appelé toutes les parties à fournir aux acteurs humanitaires un accès sans entrave aux civils touchés et à protéger les personnes déplacées contre les actes de violence aveugle dont elles font l'objet.

De son côté, le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Yémen, Julien Harneis, a déclaré mercredi que le raid aérien lancé la veille sur une école dans le gouvernorat d'Ibb, qui a tué au moins deux enfants et en a blessés deux autres, « est un rappel brutal des risques épouvantables auxquels sont confrontés les enfants alors que le conflit au Yémen s'intensifie ».

« De tels incidents soulignent l'urgente nécessité pour les parties de trouver une solution pacifique au conflit et de tout faire pour protéger les enfants contre la violence », a ajouté M. Harneis, précisant qu'il était primordial, afin d'y parvenir, de fournir une protection spéciale aux écoles et aux hôpitaux.

## Syrie : l'ONU demande la fin des combats à Yarmouk et l'ouverture d'un accès humanitaire



**8 avril** - La situation dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, en Syrie, demeure extrêmement tendue alors que les combats de rue se poursuivent et que des rapports non officiels font état de bombardements aériens de civils, a déploré mercredi l'ONU.

Lors d'un point de presse au siège de l'Organisation à New York, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a déclaré aux journalistes que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) était actuellement dans l'incapacité de mener des opérations humanitaires

au sein du camp, situé dans la périphérie de Damas, la capitale syrienne.

Depuis le 1er avril, Yarmouk a en effet été le théâtre d'intenses combats entre un certain nombre de groupes armés, y

compris l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL), rendant pratiquement impossible pour les civils de quitter le camp.

Selon l'UNRWA, cette zone résidentielle à l'intérieur de laquelle réside 18.000 habitants, dont 3.500 enfants, est tributaire des distributions irrégulières de nourriture et d'autres secours de l'agence onusienne.

S'adressant aux journalistes, M. Dujarric a noté que l'UNRWA avait appelé les parties prenantes à mettre un terme aux hostilités et à permettre l'établissement d'un accès humanitaire, ainsi que la création de conditions de sécurité afin que l'agence puisse fournir une assistance vitale et évacuer les civils qui souhaitent quitter Yarmouk.

En outre, le porte-parole du Secrétaire général a déclaré que l'agence avait appelé tous les groupes armés à se conformer à leur obligation, en vertu du droit international, d'assurer la protection des civils.

## OMS : lancement d'un registre d'équipes médicales étrangères



**8 avril** - Face à la montée en puissance des catastrophes d'ampleur globale et afin de tirer les leçons de la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a annoncé mercredi la création d'une nouvelle base de données qui permettra à l'agence de répertorier les équipes médicales étrangères prêtes à être déployées sur le terrain en cas de tsunami, de typhon, d'inondation et d'épidémie.

Le 'Global Foreign Medical Teams Registry' ('Registre global des équipes médicales étrangères'), dont la mise en service devait avoir lieu dans le courant de la journée, établit en outre des normes minimales pour les travailleurs de santé internationaux et autorise aux différentes équipes médicales d'énoncer clairement leurs compétences et domaines d'intervention. Un tel dispositif permettra d'améliorer l'efficacité de la réponse apportée en cas de crise et la coordination entre les différents acteurs sur le terrain. L'inscription dans le Registre global de l'OMS deviendra ainsi un prérequis pour le déploiement rapide des équipes médicales dans les pays touchés.

« Grâce au système que nous avons développé, la réponse internationale au cyclone du Vanuatu a été très rapide et efficace », s'est notamment félicité le Dr. Ian Norton, qui dirige les travaux sur les équipes médicales étrangères à l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève.

Les normes élaborées par l'OMS s'appuient en grande partie sur les leçons tirées au cours de précédentes interventions d'urgence, notamment dans le cadre de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, durant laquelle l'OMS a coordonné le déploiement de près de 60 équipes médicales étrangères fournies par 40 organisations. Plus récemment, l'OMS a contribué à l'habilitation des équipes médicales pour la réponse au cyclone Pam dans l'archipel du Vanuatu.

« Nous avons soutenu le Ministère de la santé en nous assurant que chaque équipe médicale étrangère arrivée au Vanuatu était enregistrée dans le système et disposait d'équipes et d'une formation appropriées », a salué le Dr. Norton.

L'amélioration de la réponse mondiale aux urgences présente des avantages pour tous les pays concernés, a poursuivi le Dr. Norton, soulignant que cette évolution aidera également les équipes nationales à renforcer leur capacité à répondre à leurs propres situations d'urgence et, à terme, à être mieux en mesure d'aider d'autres pays.

L'OMS développe également des normes et recommandations concernant les meilleures pratiques pour répondre aux besoins spécifiques, y compris la prise en charge de soins destinés aux enfants, aux femmes enceintes, aux patients ayant un handicap et aux personnes âgées.

Dans cette même veine, le Département de l'information (DPI) des Nations Unies et AudioNow Digital, l'un des principaux fournisseurs d'applications mobiles pour les diffuseurs de radio, ont annoncé mercredi la mise à disposition d'une application multimédia intitulée 'Global Ebola Response', dont l'objectif est de rendre accessible l'actualité la plus récente concernant la réponse des Nations Unies contre le virus Ebola.

Entre autres informations, cette application comporte des bulletins d'information mis à jour quotidiennement par la radio des Nations Unies et disponibles en huit langues (arabe, chinois, anglais, français, russe, espagnol, kiswahili et portugais), des conférences de presse auxquelles participent les haut responsables des Nations Unies impliqués dans la réponse au virus

Ebola, ainsi que des liens vers des vidéos liées à la lutte contre l'épidémie.

« Nous sommes heureux d'approfondir notre partenariat avec AudioNow à travers le lancement de cette application mobile très opportune. Malgré les progrès réalisés, la crise d'Ébola est loin d'être terminée, et cette application informera les parties prenantes et le grand public sur les efforts internationaux en cours sur le terrain pour contenir et éradiquer cette épidémie », a déclaré Hua Jiang, Directrice par intérim de la News and Media Division de l'ONU.

## Financement du développement : Ban Ki-moon appelle à élargir les partenariats avec le secteur privé



**8 avril** - A l'occasion d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au financement du développement, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mercredi à élargir les partenariats avec le secteur privé et la société civile pour tirer le meilleur parti de leurs ressources et de leurs compétences.

« Le programme de développement pour l'après-2015 est ambitieux. Les besoins en financement sont énormes. On peut y répondre si nous travaillons ensemble », a dit M. Ban dans un discours devant les participants de cette réunion qui doit durer deux jours et rassemble des dirigeants du secteur privé et de la société civile.

« Nous devons continuer à élargir les partenariats avec le secteur privé, la société civile et les autres parties prenantes, afin de tirer parti de vos ressources et de vos compétences uniques », a-t-il ajouté. « Alors que nous forgeons notre nouveau partenariat mondial pour le développement durable, votre contribution sera vitale ».

Le Secrétaire général a exhorté les Etats membres des Nations Unies à écouter attentivement les points de vue, les idées et les propositions exprimés lors de cette réunion.

« Nous avons besoin de votre soutien public, de votre expertise et de votre talent pour faire d'Addis-Abeba un succès et définir une nouvelle ère de développement durable », a-t-il ajouté à l'adresse des participants.

La réunion de l'Assemblée générale va servir à préparer la prochaine Conférence internationale sur le financement du développement, qui aura lieu à Addis-Abeba, en Ethiopie.

« Un résultat positif à la Conférence d'Addis est cruciale pour s'assurer d'un programme post-2015 ambitieux et d'un accord global sur le changement climatique plus tard cette année », a souligné Ban Ki-moon.

« Il faut exploiter toutes les sources de financement, publiques et privées, nationales et internationales. La mobilisation des ressources au niveau national sera cruciale », a-t-il conclu.

## Une experte de l'ONU appelle à lutter contre l'anti-tsiganisme pour remédier à la marginalisation des Roms



**8 avril** - A l'occasion de la Journée internationale des Roms, l'Experte indépendante des Nations Unies sur la question des minorités, Rita Izsák, a appelé mercredi les Etats à lutter contre les préjugés et la discrimination sociale s'exerçant à l'encontre du peuple rom dans le monde.

Dans un communiqué de presse publié à Genève, Mme Izsák a exhorté les Etats à mettre de côté le paradigme de « la question rom » pour se focaliser sur la mise en œuvre de leurs droits humains, en particulier les droits des minorités.

La Rapporteuse spéciale présentera en juin prochain une étude approfondie sur la situation des droits de l'homme des Roms en Europe et dans le monde, qui mettra notamment l'accent sur le phénomène de l'anti-tsiganisme, auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

« La discrimination et le racisme contre les Roms prennent des formes variées, allant de l'indifférence silencieuse à l'appel à la haine, en passant par la violence exercée contre des personnes ou des communautés toutes entières. En outre, la montée actuelle du populisme et de l'extrémisme dans de nombreux pays comptant une importante population rom ont approfondi les divisions sociales et la stigmatisation des communautés roms », a déploré l'experte des droits de l'homme, estimant que le temps était venu pour nos sociétés de ne plus tolérer les discours publics colportant des vues stéréotypées, racistes, haineuses ou discriminatoires à l'encontre des Roms.

« J'appelle donc les gouvernements à placer les droits des Roms au cœur de toutes leurs stratégies et politiques relatives aux droits de l'homme et des minorités », a déclaré Mme Izsák, notamment en ce qui concerne la protection et la promotion de l'identité, de la langue et de la culture rom, mais également la garantie de la dignité, de l'égalité et d'une participation politique et économique efficace.

« Je suis également profondément préoccupée par l'absence de représentation des Roms dans les organes décisionnels locaux, nationaux et internationaux, et notamment dans les institutions explicitement établies pour protéger et promouvoir leurs droits », a regretté la Rapporteuse spéciale, appelant en conclusion les Etats à y remédier.

## Centrafrique : le PAM et l'UNICEF reçoivent 12 millions de dollars du Japon pour l'aide humanitaire



**8 avril** - Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont reçu une contribution de 12 millions de dollars du gouvernement du Japon afin de fournir une assistance humanitaire vitale aux personnes les plus vulnérables en République centrafricaine.

Sur les 12 millions reçus, le PAM emploiera 6,5 millions de dollars pour fournir une assistance alimentaire à la population dont les moyens de subsistance ont été perturbés par le conflit.

« La contribution sera utilisée pour acheter du riz, des légumineuses et de l'huile qui seront distribués aux personnes déplacées et aux ménages touchés par l'insécurité alimentaire dans les zones affectées par les affrontements », ont expliqué le PAM, l'UNICEF et le Japon dans un communiqué de presse conjoint. Un mélange de farine de maïs et de soja fortifié sera quant à lui utilisé pour aider à prévenir la malnutrition. Cette contribution permettra au PAM d'assister 123.000 personnes.

Le PAM a également reçu 1 million de dollars pour le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) en République centrafricaine. En 2015, environ 20.000 passagers et 400 tonnes de cargaison devraient être transportés par les trois avions d'UNHAS.

« Nous sommes très reconnaissants envers la population et le gouvernement du Japon pour leur généreuse contribution et leur engagement continu en faveur de la population de la République centrafricaine », a déclaré le Directeur par intérim du PAM dans ce pays, Mustapha Darboe. « La contribution à l'UNHAS permettra à l'ensemble de la communauté humanitaire d'accéder aux zones dans le pays qui sont difficiles à atteindre et de réagir efficacement à la situation difficile en République centrafricaine ».

L'UNICEF a reçu 4,5 millions de dollars qui permettront de soutenir des projets essentiels pour la restauration des services de santé et la protection des enfants et des femmes affectés par plus de deux ans de violences. L'argent financera des campagnes de vaccination dans tout le pays et permettra de lutter contre les épidémies de choléra dans les zones où la maladie est endémique. Il sera également utilisé pour soutenir les victimes de violences sexuelles, apporter une aide psychosociale à 5.000 enfants et réinsérer 1.000 enfants libérés des groupes armés dans lesquels ils avaient été enrôlés.

« La République centrafricaine est l'un des endroits les plus difficiles au monde pour les enfants, nous devons tout mettre en œuvre maintenant pour leur assurer un avenir paisible », a déclaré le Représentant de l'UNICEF dans ce pays, Mohamed Fall.